

**Ces richesses qui nous
relient**

Trente ans de relations Défap/Secaar sur Fréquence Protestante

Les actions du Défap se conçoivent avant tout au sein d'un écosystème fait d'Églises et d'institutions liées aux Églises. Exemple avec le Secaar (Service Chrétien d'Appui à l'Animation Rurale), dont le Défap est l'un des membres fondateurs, et qui regroupe aujourd'hui 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe. Développement holistique, charte de genre, compensation carbone : sur Fréquence Protestante, les deux délégués du Défap au Secaar, Laura Casorio et François Fouchier, ont détaillé quelques-uns des enjeux de ce réseau.



Le bureau du Secaar

Depuis l'origine, la notion de réseau est une part fondamentale de l'identité du Défap : sa création en 1971 a coïncidé avec celle de la Cevaa, Communauté d'Églises en Mission au sein de laquelle prennent place une large part de ses actions ; il se présente comme le service missionnaire commun de plusieurs Églises protestantes de France (actuellement trois, depuis les créations de ces deux unions d'Églises que sont l'UEPAL et de l'EPUDF, mais leur nombre est allé jusqu'à cinq) ; et il entretient depuis longtemps des relations étroites avec nombre de partenaires associatifs dans le monde protestant. Ses projets, qu'ils se développent dans le domaine de la santé ou de l'enseignement, les rencontres qu'il permet, à la fois par l'envoi et par l'accueil de personnes, ont essentiellement pour but d'entretenir le lien entre Églises par-delà les frontières. Il a contribué à la création d'organismes très divers, toujours dans le monde protestant, avec à chaque fois ce même souci de maintenir le lien et les relations solidaires. Une conception qui permet au Défap d'être présent en de nombreux lieux, et partie prenante de nombre d'actions – même si cette présence reste parfois

discrète.

Exemple avec le Secaar. Le Secaar, c'est déjà une trentaine d'années d'histoire et d'expériences, une approche bien spécifique mêlant étroitement spiritualité et solidarité ; et c'est aussi une organisation dont le Défap est membre fondateur, et avec lequel il entretient des liens suivis. Le Défap a ainsi deux délégués au sein du Secaar : Laura Casorio, responsable des envoyés au sein de l'équipe des permanents du Service Protestant de Mission, et François Fouchier. Ils apportent, l'une son expérience de l'envoi de personnes, l'autre ses préoccupations environnementales et son expérience du développement durable, et plus particulièrement en tant que délégué régional du Conservatoire du Littoral. Tous deux ont eu l'occasion de revenir sur les spécificités du Secaar à l'occasion de «Courrier de Mission», l'émission du Défap sur Fréquence Protestante, le 23 septembre dernier.

Le Secaar, avec Laura Casorio et François Fouchier

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 septembre 2020 sur Fréquence Protestante

Au cours de cette émission, les deux délégués du Défap au Secaar ont ainsi pu revenir sur l'aspect novateur de ce réseau, qui regroupe aujourd'hui 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe. Avec par exemple toute sa réflexion sur le développement holistique – une terminologie qui se réfère à des préoccupations que d'autres milieux d'Églises regroupent aussi sous le terme de «Mission intégrale». Le Secaar s'efforce en effet de promouvoir une vision dans laquelle les questions liées à l'économie et au développement sont en prise directe avec les questions de spiritualité : les deux ne s'opposent pas ; l'être humain est envisagé dans sa globalité, avec des besoins à la fois matériels et spirituels. Une perspective qui explique à la

fois le mode de fonctionnement et nombre d'activités du Secaar : le réseau s'implique dans des actions de lutte contre la pauvreté, dans l'accompagnement d'organismes et de communautés qui s'engagent concrètement dans la protection de l'environnement, dans la promotion d'une agriculture durable, dans le respect de la dignité humaine... Dans son fonctionnement, il a dès son origine refusé tout déséquilibre entre ses partenaires du Nord et du Sud, ce qui s'est traduit dans sa gouvernance : chaque organisme participant a une voix, le siège du Secaar a été volontairement placé en Afrique, au Togo... Comme le souligne le Suisse Roger Zürcher, qui fut vice-président du réseau, «le plus souvent, les ONG du Nord possèdent des branches en Afrique. Le Secaar, lui, a de longue date son bureau à Lomé, et c'est une volonté de mettre plus de forces là-bas qu'ici». L'accent mis sur la dignité humaine s'est aussi traduit par la volonté d'intégrer dans ses statuts l'égalité des femmes et des hommes, mais aussi par la rédaction d'une charte que le Secaar a demandé à ses membres et partenaires d'entériner.

Les actions du Secaar se déploient ainsi selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Au-delà de son soutien aux ONG ou Églises membres, le Secaar cherche à apporter une réflexion théologique aux acteurs de développement et une réflexion sur le développement aux théologiens. Des actions pour lesquelles il travaille en collaboration régulière avec le Défap et son homologue suisse, DM-échange et mission : le Défap a, par exemple, envoyé la bibliste Christine Prieto pour travailler sur un cycle de formations bibliques, qui a abouti à l'édition d'un ouvrage conçu pour aider des groupes à

réfléchir sur la question du développement dans une perspective biblique. DM fournit pour sa part un appui régulier à la communication du Secaar.

Retrouvez ci-dessous quelques témoignages en vidéo illustrant la diversité des actions et des partenariats du Secaar :

Nouvelle-Calédonie : une Nation pour tous

Ce texte, que nous diffusons à l'approche du référendum du 4 octobre 2020 en Nouvelle-Calédonie, a été rédigé par le Pasteur Daniel WEA, de l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie. Un texte qui reste marqué par la volonté de défendre l'identité Kanak – un sujet tellement sensible qu'il a largement influé sur la composition du corps électoral pour ces référendums d'autodétermination. Un texte qui se veut aussi politiquement engagé, et qui va au-delà des positions

affichées aujourd'hui par l'EPKNC. Il ne se prétend pas porteur d'un discours officiel de son Église ; mais il est révélateur des évolutions et des interrogations qui l'ont traversée et la travaillent encore aujourd'hui, face à une société certes multiculturelle, mais divisée et où les Kanaks cherchent encore leur place, et où le «destin commun» évoqué par le préambule de l'Accord de Nouméa reste encore à construire.



*Août 2017 : lors du synode de l'EPKNC en Nouvelle-Calédonie ©
Défap*

Nous sommes originaires d'un pays où la terre est mère nourricière mais où la terre-mère continue depuis la nuit des

temps à dissimuler des vestiges de son histoire à ses enfants. Une terre d'accueil qui porte encore en elle des stigmates douloureux du passé et qui ne cesse de porter les inégalités et les injustices humaines à l'heure où on veut construire un avenir meilleur pour nos enfants.

À la veille du référendum du 4 octobre 2020 pour le « OUI » ou « NON » à l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie, le peuple de Dieu, habitant sur cette terre nourricière, est divisé entre deux groupes politiques représentant le clivage classique entre la droite représentée par les non-indépendantistes et la gauche par les indépendantistes. Deux groupes politiques qui s'opposent depuis 1946, la fin du régime de l'indigénat et des modalités du travail forcé mises en place par l'État français en 1887.

L'histoire de la Kanaky Nouvelle-Calédonie a été jonchée de périodes difficiles et douloureuses depuis la prise de possession de notre pays par l'État français en 1853.

Depuis, des hommes et des femmes, par leur foi en l'Évangile de Jésus-Christ avant tout et celle en leurs capacités humaines tout simplement, se sont toujours engagés à accompagner au mieux le peuple de Dieu dans ces traversées de désert.

Dans ces temps de confusion et de troubles, l'Église EPKNC a toujours relevé le défi d'accomplir sa mission d'accompagnement du peuple au travers des mots, gestes, messages, postures, mutations, développement et émancipation, grâce aux hommes et aux femmes auxquels Dieu a suscité une mission évangélique et sociale dans le pays.

La civilisation occidentale, et le développement socio-économique qu'apporte la colonisation en Nouvelle-Calédonie, génèrent inévitablement des clivages et des fractures sociales dans la population et notamment autochtone. Dans les années 1970, L'Église Évangélique en Nouvelle-Calédonie et aux Îles

Loyauté s'inquiète du devenir de son pays et du bien-être de ses hommes et femmes, enfants de Dieu. Et en 1979, lors de son Synode à Guaru, Houaïlou, elle prend position pour l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie.

À la suite de cette prise de position pour l'indépendance en passant par la période de troubles et de révoltes (couramment appelée « les évènements ») de la population locale indépendantiste des années 80, et jusqu'à aujourd'hui, l'EENCIL a toujours joué un rôle important dans l'accompagnement du peuple de Dieu, dans la médiation entre les uns et les autres pour une stabilité sociale et économique, en référence à Christ et à son Évangile.



© WEA Kuanene Daniel

Dans sa démarche évangélique et son implication dans la vie sociale, culturelle, politique et syndicale dans le pays, l'EENCIL a œuvré avec les autres communautés chrétiennes,

comme l'Église Catholique locale, pour la réconciliation des familles, des clans, des villages, et tout simplement des hommes et des femmes qui les composent, en veillant à leur restituer leurs droits, quelle que soit la couleur de leur peau.

À l'heure où les deux blocs politiques opposés s'acharnent encore à choisir le nouveau nom au pays, l'EENCIL, durant son Synode de 2014, à Thuahaik Lifou, opte pour le changement de son nom et devient « Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie ». Une démarche qui s'inscrit encore dans sa mission d'accompagnement en témoignant et proclamant autour d'elle qu'il y a un temps pour chaque chose. Il y a eu un temps où l'on a fait la guerre et il y a eu un temps pour la réconciliation et voici venir le temps de se tenir la main pour construire ensemble notre pays d'aujourd'hui pour demain. Par son nouveau nom, l'EPKNC affirme solennellement son soutien et son désir de s'impliquer avec sagesse, humilité et respect dans la construction de notre pays sans faire de distinction entre les hommes qui l'habitent, tous enfants de Dieu.

Aujourd'hui le pays a besoin de se construire avec les vraies valeurs humaines c'est-à-dire culturelle, chrétienne, et socio-politique, et pour ce faire, il a besoin d'hommes et de femmes capables de dépasser les clivages de la société pour rassembler et fédérer, pour unir dans la diversité, ce que peu d'hommes peuvent faire : renoncer, partager et dessiner des chemins de croissance.

Malheureusement, la réalité et l'actualité politique locales révèlent que le peuple de Dieu, enraciné sur cette terre nourricière, assiste passivement à un débat politique décevant, décourageant et désorienté.

Ainsi, plus que jamais, le peuple se trouve en attente d'une parole, d'une déclaration pour redonner confiance à la communauté kanak qui s'est émiettée et à la population

calédonienne en général. Les notions de « destin commun » ou de « citoyenneté commune » dont on espère l'émergence demeurent abstraites et insatisfaisantes, à notre sens. Chacun se réfugie derrière ses préoccupations, ses droits, négligeant en partie ses devoirs et ses obligations.

On a bien constaté chez nos politiciens non-indépendantistes et indépendantistes durant les dernières élections, l'absence totale d'une volonté d'unité politique pour construire l'avenir du pays et le destin commun tant clamé dans les discours et l'acharnement à la victoire exclusive.

Il nous paraît souvent triste de constater la pauvreté de la sémantique politique locale d'une part et d'autre de l'échiquier politique. Nombre d'entre eux, hommes et femmes, ont tendance à négliger le facteur humain et font apparaître qu'ils l'ont exclu de leur engagement et de leur combat politiques.

Il reste donc essentiel, pour que nos responsables politiques puissent mener humainement leur exercice, que l'Église accomplisse sa mission de veiller et de scruter, à tout moment, les signes des temps et de les interpréter à la lumière de l'Évangile, de telle sorte qu'elle puisse répondre, de la manière la plus adaptée possible à la réalité contextuelle, aux questions existentielles des hommes sur leur présent et leur futur ainsi que sur leur « vivre ensemble ».

À mon sens, l'Église en général a le devoir, non seulement parce que c'est sa mission, mais encore parce qu'elle est aussi actrice de la construction de notre pays, d'encourager chacun à s'élever et se situer au-dessus de la mêlée.

À mon sens, en rapport avec le devenir de notre pays, nous devons continuer à inviter les uns et les autres à reprendre souffle pour une compréhension de l'homme dans sa totalité et ne pas nous laisser entraîner par la séduction de l'argent, qui devient facilement une idolâtrie dans la politique

économique actuelle et à nous inciter à bâtir une économie digne de l'humain ici dans notre pays. Nous devons veiller à préserver ou encourager les préoccupations d'ordre éthique en développant les notions de don et de gratuité au cœur même de l'économie. Cela pour répondre au scandale des inégalités économiques et sociales excessives entre les membres des familles humaines, afin de rechercher les conditions sociales qui permettront à notre communauté humaine, comme à chacun de ses membres de s'épanouir dans le bien et d'accéder au bonheur dans tout le pays.

À mon sens, pour ce faire, nous devons relever le défi de la foi et de la confiance en allons voter « OUI » le 4 Octobre pour l'indépendance de la Kanaky-Nouvelle Calédonie. J'estime que voter « OUI » c'est reconnaître le peuple Kanak premier occupant de cette terre et en droit de revendiquer son indépendance sur cette terre qui lui appartient. Aujourd'hui le Kanak ne peut accepter d'être toujours assisté et dominé par d'autres ethnies.

L'Évangile appelle « au soutien des opprimés ». Et comme nous rappelle la position de l'Église EPKNC en 1979, « la dimension universelle d'une Église nous rappelle que nous voulons être des responsables chez nous mais l'exigence évangélique nous demande aussi de respecter les minorités ».

La Kanaky appartenant historiquement au peuple Kanak, est devenue depuis Nainvilles-les-Roches le pays aussi des victimes de l'histoire.

Il est grand temps pour nous de faire chemin ensemble dans la construction de notre pays tout en respectant nos différences culturelles et politiques. L'indépendance est une solution pour réinventer une société en rapport avec le contexte culturel et social de notre future nation, la Kanaky-Nouvelle Calédonie, digne de l'Océanie. S'engager pour un pays libre c'est accepter d'être « acteur » dans la construction de notre future nation et de pouvoir créer des nouvelles passerelles

dans le Pacifique, dans l'Océanie et au niveau international car la liberté nous conduit à l'ouverture vers son prochain.

Que la paix de notre Seigneur vous accompagne et puisse aussi bénir notre pays la Kanaky-Nouvelle Calédonie.

Oleti *.

** Oleti signifie "merci" en Drehu, la langue Kanak la plus parlée en Nouvelle Calédonie*

Confinement : un temps hors du temps

Chargement...

Évangélisation en Europe francophone

Chers amis, frères et sœurs,

A la suite du colloque qui s'est tenu au Défap le 11 octobre : « Vers une nouvelle économie de la mission : Parole aux Églises », nous avons prévu un Forum du 8 au 10 mai 2020 à Sète sous forme d'ateliers de la mission : « Chrétiens tous ensemble : quelle(s) mission(s) partager ? » ; Aujourd'hui nous ne savons pas du tout si cet événement pourra avoir lieu. Cependant nous vous invitons à y travailler en partageant deux articles à télécharger ci-dessous, écrits par le Pasteur Evert van de Poll, de la Fédération des Églises évangéliques baptistes de France, qui est professeur en sciences religieuses et en missiologie à la faculté évangélique de Louvain en Belgique.

[Paradoxe de l'Europe ; en quoi est-elle encore « chrétienne » ?](#) par Evert VAN DE POLL

[Dans quel sens l'Europe est-elle « postchrétienne » ?](#) par Evert VAN DE POLL

Ces deux textes font partie du livre publié sous la direction de Hannes Wiher, *Évangélisation en Europe francophone*. Charols, Excelsis 2016.



enfant lisant la Bible © Pixabay

« La Mission et les autres. Évènements et grands textes »



Le Centre Maurice-Leenhardt, en partenariat avec le

Service protestant de mission – Défap, organise le jeudi 27 février 2020 une journée d'étude intitulée : « *La Mission et les autres. Évènements et grands textes* ». de 10h à 17h.

Au Défap, 102 boulevard Arago 75014 Paris



Programme :

Marc Boss, IPT-Paris : « *Le Parlement mondial des religions : 1893, 1993, 2018* »

Pierre Diarra, Institut catholique de Paris – ISTR et Université Sorbonne Nouvelle Paris 3, « *La lettre apostolique Maximum illud, cent ans après* »

Claire-Lise Lombard, Service protestant de mission-DEFAP : « *Le scoutisme à Madagascar : méthode de recherche et sources* »

Soutenance de Mémoire M1 de M. **Désiré Andrianarivo** : « *La vie et l'organisation des tirailleurs malgaches protestants en France en 1916-1917* ». Jury : Gilles Vidal, Marc Boss

Inscriptions auprès du secrétariat de la Faculté de Montpellier : secretariat@iptmontp.org

Contact : M. Boss / G. Vidal

<https://iptheologie.fr/programme-cml-2019-2020-2>

Une journée d'hommage à Jean-Daniel Causse

Le 7 décembre, une journée d'hommage à Jean-Daniel Causse, brutalement disparu il y a près d'un an et demi à l'âge de 55 ans, est organisée à Montpellier. L'événement associe la Société de Psychanalyse Freudienne et l'Institut Protestant de Théologie – Faculté de Montpellier avec le Département de Psychanalyse et le Laboratoire CRISES – Université Paul-Valéry Montpellier 3.



Jean-Daniel Causse © IPT

Professeur d'éthique et d'études psychanalytiques à Montpellier, le pasteur Jean-Daniel Causse a disparu il y a près d'un an et demi, de manière subite, le 9 juin 2018. Il avait 55 ans. Il avait d'abord été maître de conférences, puis professeur d'éthique à l'Institut protestant de théologie à Montpellier de 1997 à 2007. Nommé professeur d'études psychanalytiques à l'université Paul-Valéry-Montpellier 3, il était devenu directeur du département de psychanalyse. Ses travaux portaient sur l'articulation de la psychanalyse et des sciences religieuses, notamment les structures inconscientes de la croyance et ses dimensions cliniques, et l'avaient amené à étudier des auteurs tels que Luther, Freud, Bonhoeffer, Levinas, Lacan et Ricœur. Tout au long de ces années, Jean-Daniel Causse a toujours contribué à la vie de l'Église protestante unie de France (anciennement Église réformée de France), à travers ses cours, ses conférences,

l'accompagnement des étudiants, sa participation aux travaux des synodes et du Conseil national.

Le 7 décembre, une journée est organisée à Montpellier pour rendre hommage à l'homme et à ses travaux. Contre les forces de désintégration et de peur, Jean-Daniel Causse fut l'homme «d'une décision» éthique : celle de continuer à croire «au progrès dans la vie de l'esprit», selon le mot de Sigmund Freud. À croire en la valeur du lien symbolique qui relie les humains, en la valeur d'une parole qui s'est énoncée une première fois au Sinaï et qui depuis ne cesse de nous inviter à de nouveaux commencements. À croire à un lieu de vérité où s'ouvre un «encore possible» dans lequel une réalité qui pourra être vécue et habitée avec les autres trouve alors sa consistance d'être. C'est à cette vérité de l'inconscient, à laquelle n'a cessé de croire Jean-Daniel Causse, que cette journée d'hommage sera consacrée.

L'événement est organisé par la Société de Psychanalyse Freudienne et l'Institut Protestant de Théologie – Faculté de Montpellier avec le Département de Psychanalyse et le Laboratoire CRISES – Université Paul-Valéry Montpellier 3. Il se déroulera à l'Auditorium – Site Saint-Charles 2, rue du professeur Henri Serre à Montpellier.

Au programme :

Présidence de Pascale RENAUD-GROSBRAS (Institut Protestant de Théologie, Faculté de Montpellier)

9h15 : Ouverture par Patrick GUYOMARD (SPF)

9h30 : Anne BOURGAIN (Département de psychanalyse, Université Paul-Valéry Montpellier 3)

Jean-Daniel Causse. L'éthique du don en partage

10h15 : Guilhen ANTIER (Institut Protestant de Théologie)

D'une vérité qui parle et se tait. Lecture croisée de Lacan et Kierkegaard

11h15 : Pascale de CHARENTENAY (SPF)

Étrange proximité d'un Autre

12h : Discussion des interventions de la matinée

12h30 : Déjeuner

Présidence de Pascale MACARY-GARIPUY (Département de psychanalyse, Université Paul-Valéry Montpellier 3)

14h : Élian CUVILLIER (Institut Protestant de Théologie)

Penser la théologie avec la psychanalyse. Témoigner de la fécondité d'un héritage

14h45 : Monique DAVID-MÉNARD (SPF)

L'excès du désir et ses variantes dans Lacan et le christianisme

15h45 : Patrick GUYOMARD (SPF)

Dieu est inconscient

16h30 : Discussion des interventions de l'après-midi

COP 25 : #Time for action

«#Time for action» – le moment d'agir : c'est le slogan choisi en ce début décembre pour la COP 25, rendez-vous réunissant des représentants de près de 200 États et destiné à faire le point sur les engagements internationaux en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Des préoccupations que devraient porter nombre de représentants de la société civile, en dépit de la délocalisation du sommet, initialement prévu au Chili, à Madrid ; et au sein des Églises aussi, les plaidoyers ou les actions en faveur

du climat s'organisent.



District de Kurigram, nord du Bangladesh : un enfant patauge dans les eaux sur le chemin de l'école lors des inondations d'août 2016. © UNICEF/Akash

L'Ifema, au Campo de las Naciones, à Madrid : c'est là, dans ce vaste bâtiment disposant de 200.000 m² de surface utile, que se tient pendant un peu moins de deux semaines la COP 25, la 25^{ème} Conférence des Parties, censée coordonner les efforts internationaux en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Un rendez-vous délocalisé en urgence : prévu à l'origine au Chili, il a dû trouver un nouveau pays d'accueil du fait des forts mouvements de contestation sociale lancés dans ce pays. Au pied levé, l'Espagne s'est proposée – proposition acceptée par l'Onu ; avec à la clé un défi pour le pays organisateur, qui disposait d'un mois à peine pour organiser l'événement, alors même que des élections législatives avaient lieu le 10 novembre ; et un problème quasi-insoluble pour un bon nombre des 25 000 délégués initialement attendus à Santiago, en particulier des milliers

de participants issus de la société civile venus assister aux débats et tenter d'influencer les négociateurs officiels. Pour l'ONG internationale ActionAid, la relocalisation de la COP «présente de réels obstacles à la participation de pays du Sud et de la société civile», notamment concernant les visas et les coûts. D'où le risque que les plus concernés par le changement climatique soient justement les plus mal représentés à cette COP 25... Mais au-delà d'ActionAid, nombre d'observateurs craignent que ce rendez-vous ne soit pas à la hauteur de l'urgence, en dépit du slogan choisi : «#Time for action»: le moment d'agir.



L'Ifema, à Madrid © Wikimedia Commons

L'accord de Paris de 2015 prévoyait que les quelque 200 pays signataires révisent d'ici fin 2020 leurs engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pour l'instant, 68 pays se sont engagés à revoir à la hausse ces engagements. Mais en dépit de leur nombre, ils ne représentent que 8% des émissions mondiales. Les principaux concernés, comme la Chine ou l'Union Européenne, n'ont pas encore dévoilé leur position ; quant aux États-Unis, ils ont confirmé leur retrait de l'accord de Paris l'an prochain.

Les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants

Et entre-temps, les émissions de CO₂ augmentent dans le monde. Selon le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), l'objectif de rester sous les 2°C de réchauffement n'aurait une chance d'être atteint qu'en restant en-deçà de la barre des 450 ppm de CO₂ – cette unité en «parties par million» étant ce qui permet de mesurer la concentration d'un gaz dans l'atmosphère. Or, le dernier record en la matière a été enregistré le 15 mai dernier par l'Agence américaine NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) à Hawaï : 415,64 ppm. Il y a 11 ans, en 2008, ce taux était inférieur de 25 ppm. Autant dire qu'à ce rythme, la barre des 450 ppm de CO₂ sera allègrement dépassée avant 20 ans. Alors qu'avant l'ère industrielle, le taux de concentration du CO₂ dans l'atmosphère oscillait autour des 280 ppm. Les rejets industriels étant aggravés par la déforestation, puisque les végétaux fixent le carbone de l'atmosphère ; avec comme conséquence supplémentaire un recul drastique de la biodiversité, car avec les forêts qui disparaissent, ce sont autant d'espèces animales et végétales qui déclinent. En 2018, 12 millions d'hectares de forêts tropicales ont disparu. Pour la seule forêt amazonienne, ce sont 1,3 million d'hectares qui ont disparu l'an dernier. Les effets du changement climatique se font désormais sentir partout, y compris dans les zones tempérées : en témoigne la canicule inédite qu'a connue la France au cours de l'été 2019, avec des températures jamais enregistrées depuis qu'il existe des relevés internationaux, c'est-à-dire depuis 1880. Ainsi, le 28 juin dernier, c'est un record de 46,2 degrés qui a été enregistré à Verargues, dans l'Hérault. Il y a vingt ans seulement, un tel événement aurait paru relever de la science-fiction. Mais il ne s'agit plus de science-fiction...

Carte animée des anomalies de températures enregistrées au niveau mondial entre 1880 et 2017 © Nasa/Akash

Au Sommet Action Climat qui s'est tenu fin septembre au siège des Nations Unies à New York, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a lancé un vibrant appel à l'adresse des dirigeants du monde, leur rappelant qu'ils avaient l'obligation «de tout faire pour mettre fin à la crise climatique». Lors de la Conférence de Bonn sur le changement climatique (SB50), en juin dernier, Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a prévenu que la communauté internationale doit se «montrer à la hauteur de (sa) responsabilité collective» et veiller à ce que l'ambition de l'action pour le climat soit rehaussée dans la mesure du possible «afin que les pires conséquences du changement climatique soient évitées». Et d'insister : «Nous ne pouvons plus nous permettre des progrès graduels pour lutter contre le changement climatique – nous devons procéder à des changements profonds, transformationnels et systémiques dans l'ensemble de la société, ce qui est crucial pour un avenir à faibles émissions, hautement résilient et plus durable».

Alors que les conséquences des changements climatiques, de la

déforestation, de l'épuisement des ressources naturelles font peser des menaces sur l'avenir de toute l'humanité, et notamment des plus fragiles, les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants écologistes. Les Églises s'en sont également saisies, aux côtés de nombreux mouvements citoyens. Au niveau international, les initiatives sont nombreuses ; et dans ces plaidoyers de chrétiens en faveur de la création, [l'implication du Conseil œcuménique des Églises](#) est particulièrement révélatrice : dès les années 1970, le COE a contribué à l'élaboration du concept de communautés durables. Depuis l'adoption, en 1992, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, il est [présent à toutes les conférences de l'ONU sur le climat](#).

Semer et arroser

Après Hope 360, des nouvelles de Bafia

Hope 360, c'était le 19 octobre. Alors que les vidéos-souvenirs sur cette première journée sportivo-solidaire commencent à être diffusées, quelques nouvelles du projet qui avait été soutenu à Valence par le Défap. Les fonds récoltés à cette occasion ont permis d'acheter du matériel pour équiper l'hôpital de Bafia. Et pour améliorer la prise en charge et le suivi au quotidien des patients qui viennent se faire soigner dans l'établissement du Dr Célin Nzambé – essentiellement les futures mamans et les très jeunes enfants.



*Remise de l'enveloppe contenant les dons pour l'hôpital de
Bafia, novembre 2019 © Défap*

Quelques photos de l'équipe médicale entourant une enveloppe, du matériel – et ces quelques mots de commentaire envoyés par le Dr Célin Nzambé : «Super. La table d'accouchement, le pèse-bébé et la boîte d'accouchement. Nos patients verront une amélioration de leur prise en charge à l'aide de ce nouveau matériel. Merci à Dieu et à tous ceux qui ont contribué. Particulièrement Hope 360. Soyez bénis.» Ce sont les dernières nouvelles, et les premières manifestations concrètes des effets de l'opération Hope 360 dans le quotidien de l'hôpital de Bafia.

Bafia est une ville du Cameroun située à 120 km au nord de la capitale Yaoundé, dans le département du Mbam-et-Inoubou. Elle tire son nom de l'ethnie habitant la région, les Bafia, population bantoue d'Afrique centrale, établie sur la rive droite du Mbam. Elle dispose d'un hôpital de district et de

centres de santé répartis dans les quartiers et villages avoisinants... mais pour une bonne partie de la population, les soins y sont pour ainsi dire inaccessibles. Car le Cameroun paye encore les conséquences de choix faits il y a plusieurs décennies en matière de santé publique, et qui se sont avérés catastrophiques : notamment la fin de la gratuité des soins et leur financement direct par les patients. Une tendance qui a été la même dans de nombreux pays africains au cours des années 80, avec à chaque fois les mêmes effets désastreux pour le fonctionnement des hôpitaux et pour la santé publique. Aujourd'hui encore, les patients ne peuvent espérer être soignés dans la plupart des hôpitaux sans faire d'abord la preuve qu'ils pourront payer ; la conséquence étant que pour beaucoup, l'accès à des soins hospitaliers est tout simplement inenvisageable, même dans les cas les plus graves.

De petits gestes, de grands effets

C'est précisément ce manque que viennent combler des petites structures comme celle de l'hôpital de Bafia – une structure privée, appartenant à l'Église presbytérienne du Cameroun (EPC). Avec peu de moyens, un tel hôpital fait beaucoup pour la santé de la population. Les établissements de santé gérés par des Églises ont de fait un rôle crucial dans le pays. Mais le réseau d'hôpitaux de l'EPC a lui-même connu des difficultés, au point que l'hôpital de Bafia, à l'arrivée de Célin Nzambé, était tout simplement désaffecté. C'est grâce à son travail, soutenu par le Défap, qu'il peut désormais jouer pleinement son rôle auprès de la population de cette préfecture du centre du Cameroun. Le Défap a régulièrement des envoyé.es sur place, notamment des infirmières : actuellement, c'est le cas d'Amandine Drouaillet ; elle avait été précédée par Aurélie Chomel... Un réseau de soutien s'est constitué en France au sein de certaines paroisses de l'EPUDF, comme celles de Valence (Patricia Champelovier, présidente du conseil presbytéral de Saint-Péray au sein de l'Ensemble Valence-Deux-Rives, et qui est aussi infirmière, a notamment fait le voyage

à Bafia pour soutenir le projet) ou de La Rochelle (dont un des paroissiens, le docteur Jean-Pierre Perrot, cardiologue, va régulièrement prêter main-forte à Célin Nzambé). Les conditions de travail étant difficiles, le matériel compté, les ressources limitées, y compris en termes de lits pour les malades, toutes les bonnes volontés comptent. Jean-Marc Bolle, de la paroisse de Valence, avait ainsi accompagné Patricia Champelovier durant l'été 2018 pour faire des travaux de peinture dans des salles récemment construites et destinées à accueillir les patients.

Hope 360, rendez-vous sportivo-solidaire organisé le 19 octobre dernier à Valence, a permis au Défap de donner une plus grande visibilité à ce projet. Mais aussi de récolter des fonds. Ceux-ci ont été remis en main propre au Dr Célin Nzambé, qui a tenu à en témoigner aussitôt avec l'équipe médicale de l'hôpital de Bafia : «Première photo, la remise de la somme récoltée lors de Hope 360, qui a permis l'achat du matériel cité pour équiper la salle d'accouchement.» Une [cagnotte en ligne](#), mise en place à l'occasion de Hope 360, est encore ouverte jusqu'à la fin de l'année pour celles et ceux qui auraient à cœur d'aider l'hôpital.

De nombreuses autres occasions de s'engager ont également pu être présentées le 19 octobre lors de Hope 360, qui représentait la première édition d'un rendez-vous à la fois sportif, ludique et festif organisé autour d'une vingtaine de projets solidaires. Avec, aux côtés du Défap, des noms connus comme Medair, ADRA, Le Sel, La Gerbe, l'Ircom, Michée France, Fidesco... Un ensemble œcuménique qui proposait de soutenir des projets de santé, d'éducation, de protection de l'environnement – pour plus de justice, un meilleur partage des ressources, une vie plus digne... Hope 360 avait été monté par [Asah](#), collectif regroupant une trentaine d'acteurs chrétiens de la solidarité internationale. Une vidéo souvenir de cette journée est désormais disponible :

Et pour compléter, quelques images de cette journée vécue du côté de l'équipe et du stand du Défap : tout d'abord, ambiance musicale sur le stand avec Aurélie Chomel, envoyée à Bafia, qui était présente à Valence pour témoigner :

Et soutien en musique avec cette chorale venue tout droit de Bangui, en République centrafricaine, et constituée de paroissiens de l'EPCRC (Église protestante Christ-Roi de Centrafrique, partenaire du Défap) emmenés par Ludovic Fiomona

:

N'oubliez pas : la cagnotte en ligne est toujours ouverte !
Vous pouvez encore soutenir l'hôpital de Bafia...

Boursiers : un week-end pour tisser des liens

Tisser des liens entre boursiers du Défap et protestants de France, mais surtout entre boursiers eux-mêmes, dispersés géographiquement et avec peu d'occasions de se retrouver pour échanger : tels étaient les buts du week-end de rencontre organisé du 15 au 17 novembre 2019 à Paris.



Le groupe des boursiers du Défap posant devant le 102 boulevard Arago, novembre 2019 © Défap

Si la figure de l'envoyé est généralement la plus connue, et considérée comme la plus représentative des activités du Défap au sein de ses Églises constitutives, elle a sa figure symétrique en termes d'accueil : celle du boursier. Les relations établies de longue date via le Défap au sein de toute une communauté d'Églises s'illustrent ainsi, non seulement à travers des projets, mais aussi à travers des échanges de personnes ; et non seulement par l'envoi au loin, mais aussi à travers toutes celles et ceux qui viennent en France dans le cadre d'un cursus de formation théologique. Le Défap assure le suivi administratif et pédagogique de ces boursiers, participe régulièrement aux réunions de la Commission des bourses de l'Institut Protestant de Théologie. En 2018, ils étaient au nombre de dix-neuf, venus de pays aussi divers que Madagascar, Tahiti, la République démocratique du Congo, le Congo Brazzaville, le Cameroun, le Gabon ou le Bénin.

Mais tout comme dans le cas des envoyés, chaque boursier est engagé dans un projet personnel, en lien avec sa propre

formation et avec sa propre Église, qui lui permet difficilement d'échanger avec les autres boursiers. Ils sont géographiquement éloignés, travaillent en lien avec des facultés de théologie différentes ; et le délai imparti pour les recherches (quelques mois) est court, surtout si l'on tient compte du nécessaire temps d'adaptation lors de leur arrivée en France. D'où le week-end organisé à leur intention du vendredi 15 au dimanche 17 novembre à Paris. Un moment d'échange, de partage, et l'occasion, rare dans le parcours des boursiers, d'avoir des regards croisés sur leurs travaux. Avant ce rendez-vous de la mi-novembre, le dernier week-end boursier remontait à mars 2016.

Une grande diversité, et peu d'occasions de rencontre



Les boursiers du Défap lors du repas partagé avec les paroissiens de Saint-Jean © Défap

Pour cette année, les participants étaient au nombre d'une quinzaine : huit boursiers, dont trois étaient venus accompagnés de leur famille. Tous présents en France pour des

durées allant de trois à neuf mois ; tous dispersés entre Paris, Strasbourg et Montpellier, selon les facultés de théologie avec lesquelles ils sont en lien pour leurs travaux... et tous venus d'Églises et de pays illustrant la diversité de la communauté au sein de laquelle le Défap a tissé des liens : la RDC, la Nouvelle-Calédonie ou la Polynésie... Leur rencontre avait été préparée depuis le mois de septembre, organisée à la fois par la pasteure Tünde Lamboley, qui suit au sein du Défap tout ce qui relève de la formation théologique, et par Pascale Audo, qui s'occupe de l'accueil et du suivi administratif des boursiers.

Au programme de ce week-end : après les arrivées jusque tard le vendredi soir au Défap, où tous étaient hébergés pour les trois jours, les boursiers ont pu participer le samedi matin à un culte dans la chapelle du 102 boulevard Arago, avant de commencer à présenter, à tour de rôle, leurs travaux devant le groupe. Des travaux portant sur des thématiques aussi diverses que «Les portraits de la femme dans le livre des Proverbes», «La recherche hymnologique, enjeux et perspectives de développement de l'Église évangélique du Cameroun», «L'enseignement néo-testamentaire sur la prière pour le ennemis», «Écologie et pastorale en République démocratique du Congo»... Cette partie de présentation a duré jusque tard dans l'après-midi du samedi, avant une soirée plus touristique et festive à la découverte de Paris et du quartier Saint-Michel. Et le dimanche matin, les boursiers du Défap ont été invités à participer au culte à la paroisse luthérienne Saint-Jean, rue de Grenelle, avant un repas pris en commun avec les paroissiens. Une occasion de rencontres et de partages à double sens, aussi riche pour les boursiers ainsi accueillis que pour les protestants parisiens qui les accueillait.



Les boursiers du Défap à la paroisse luthérienne Saint-Jean, rue de Grenelle (au centre, le pasteur de Saint-Jean et vice-président de l'EPUDF, Jean-François Breyne) © Défap

Vers une liturgie qui fait place à toutes les cultures ?

Les questions de liturgies et de cultures sont intimement mêlées au sein des Églises, dès lors qu'elles accueillent des paroissiens de différentes origines. Avec des risques d'incompréhensions et des difficultés à décoder les codes des uns et des autres... Une problématique à laquelle travaille depuis longtemps le Défap, puisqu'il était impliqué dès l'origine du projet Mosaïc et que cette question des relations entre

communautés de différentes origines au sein des Églises fait partie des réflexions de sa refondation... Mais les questionnements concernent en fait tous nos voisins européens. Pratiquement dans les mêmes termes. En témoigne la journée récemment organisée par l'Office Protestant de la Formation, chargé de former les pasteurs et les diacres des Églises réformées de Suisse romande. Avec des intervenants comme Karen Smith, dont le ministère d'aumônier à l'université d'Ifrane, au Maroc, est soutenu par le Défap ; ou encore Espoir Adadzi, envoyé de la Cevaa à Genève pour initier des rapprochements avec des communautés chrétiennes genevoises issues de la migration, et qui travaille notamment à un guide pour célébrer ensemble.

Une mosaïque d'Églises

ou une Église mosaïque ?



Détail de l'affiche de présentation de la journée de formation

© DR

Qu'est-ce qui, dans une célébration religieuse, dans un culte, relève strictement du religieux... ou de la culture ? Où trouver des possibilités de rapprochements, de meilleure compréhension mutuelle, sans confondre différences théologiques et distance culturelle ? Le problème se pose de manière de plus en plus aiguë pour nombre d'Églises en Europe, confrontées à un double mouvement qui modifie leur composition en profondeur : d'une part, une sécularisation de plus en plus marquée des sociétés, qui peut aller dans certains cas jusqu'à des tentatives d'éradiquer toute référence au religieux de l'espace public ; et la mondialisation (ou globalisation) d'autre part, qui en favorisant les mouvements de populations, permet l'arrivée dans des paroisses parfois vieillissantes de nouveaux paroissiens, issus d'Églises proches sur le plan de la théologie et de la liturgie, mais éloignées par leur contexte...

Face à ces changements, les Églises locales se trouvent parfois démunies : la bonne volonté seule ne suffit pas pour faire Église ensemble. Les communautés locales peuvent aussi vivre ces évolutions avec un sentiment d'isolement, percevant mal ces mutations «à bas bruit», ainsi que les a qualifiées le sociologue Sébastien Fath, et ayant d'autant plus de difficultés à s'y adapter – surtout lorsque d'autres Églises se créent dans leur voisinage, très différentes dans leur manière de vivre leur foi, et qui, elles, sont en croissance.

«La globalisation nous invite à passer à une autre étape»

L'image de la mosaïque est particulièrement parlante ; elle a été largement reprise, ce qui illustre déjà en soi l'ampleur des questionnements qui traversent les Églises d'Europe. On la retrouve en France, mais aussi en Suisse ou en Italie. On peut penser bien sûr au projet Mosaïc, créé en France en 2006 pour favoriser la

rencontre et la collaboration des chrétiens protestants de diverses cultures et origines : il a été mis en place au sein de la Fédération Protestante de France, à partir d'une réflexion lancée au sein du Défap et en partenariat avec la Cevaa. On retrouve cette même image dans le titre de la journée qui a été organisée le vendredi 15 novembre 2019 par l'Office Protestant de la Formation, chargé de former les pasteurs et les diacres des Églises réformées de Suisse romande. Il s'agit d'un service (dans la terminologie suisse, on parlera d'un «office») de la Conférence des Églises Réformées Romandes (la CER).

Les échanges et les ateliers se sont déroulés à la Chapelle des Charpentiers, à Morges, commune du canton de Vaud, au bord du lac Léman. Parmi les organismes impliqués dans la préparation de cette journée, on trouvait notamment la Faculté autonome de théologie protestante de Genève, ou encore DM-échange et mission, l'équivalent suisse du Défap. Et parmi les intervenants, à la fois des théologiens et des connaisseurs de la réalité du terrain, avec une place significative faite à des personnalités illustrant les activités du Défap ou de la Cevaa dans le domaine de l'interculturel... Aux côtés de Enrico Benedetto, professeur à la Faculté vaudoise de théologie, on trouvait ainsi Claudia Schulz, pasteure de l'UEPAL et référente Mosaïc dans l'Eurométropole de Strasbourg. Aux côtés d'Antoine Schluchter, pasteur de la Vallée, on trouvait Francis Muller, pasteur à Terre Nouvelle, à Mulhouse, qui s'occupe entre autres tous les vendredis, avec les bénévoles de l'Église protestante unie de France, d'une table ouverte pour des étudiants démunis

de l'Université de Haute-Alsace, notamment des Kabyles. Était aussi invitée Karen Smith, aumônière de l'Université Ifrane, au Maroc, dont le poste est soutenu par le Défap, et qui vient régulièrement dans des paroisses françaises pour parler des relations interreligieuses dans le contexte marocain ; ainsi que le pasteur togolais Espoir Adadzi, envoyé de la Cevaa pour l'Église Protestante de Genève : présent en Suisse pour initier des rapprochements avec des communautés chrétiennes genevoises issues de la migration, il travaille notamment à un guide pour célébrer ensemble. Il a pu constater par exemple l'importance des codes, et notamment des codes culturels, dans les relations entre Églises : des codes qui doivent être décryptés sous peine de produire des malentendus. Il était présent à Morges ce 15 novembre avec Gabriel Amisi, responsable du ministère «Témoigner ensemble à Genève».

Un travail qui rejoint les réflexions lancées au sein du Défap, comme le soulignait en janvier dernier Jean-Luc Blanc dans Paroles Protestantes – Est-Montbéliard : «la globalisation nous invite à passer à une autre étape : construire une théologie et une Église interculturelles. Il ne s'agit plus seulement de développer une théologie africaine en Afrique, une théologie chinoise en Chine, mais une réflexion théologique commune, qui mette en synergie en les valorisant toutes ces théologies culturellement marquées. En France, en tous cas, c'est devenu une nécessité. Les Églises de notre pays sont amenées à faire de la place à des hommes et des femmes venant d'ailleurs, qui veulent à la fois garder leur culture d'origine tout en intégrant celle qui les accueille.

Ils ne veulent abandonner ni l'une ni l'autre. Nombre de nos frères et sœurs, assis le dimanche sur les mêmes bancs d'Église que nous, partagent une double identité ecclésiale : celle de leur Église d'origine et celle de leur Église d'accueil.»